

France: démantèlement d'un important campement de migrants à Calais

PAR AGENCE FRANCE-PRESSE
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 29 SEPTEMBRE 2020

Les forces de l'ordre ont démantelé mardi matin à Calais, dans le nord de la France, un campement de migrants où vivaient entre 700 et 800 personnes, la plus importante opération de ce type depuis l'évacuation d'un autre, camp, la « Jungle », en 2016.

Les forces de l'ordre ont démantelé mardi matin à Calais, dans le nord de la France, un campement de migrants où vivaient entre 700 et 800 personnes, la plus importante opération de ce type depuis l'évacuation d'un autre, camp, la « Jungle », en 2016.

L'opération a débuté dans le calme vers 07H00 (05H00 GMT) dans le secteur dit de la « lande de Virval », autour de l'hôpital de Calais, bouclé par les policiers et autour duquel des tentes de la Protection civile avaient été dressées.

Peu après 09H00 (07H00 GMT), quelque 200 migrants avaient été évacués, selon la sous-préfecture, et la police avait au même moment procédé à 21 interpellations.

« Nous voulons éviter toute concentration et point de fixation nouveaux sur Calais et cette zone du Virval sera rendue inaccessible », a déclaré sur place le préfet du Pas-de-Calais Louis Le Franc, affirmant que cette évacuation était la plus « importante » depuis « le démantèlement de la lande de Calais », le bidonville où avaient vécu jusqu'à 9.000 migrants entre 2015 et 2016.

« À mes yeux c'est d'abord une opération de mise à l'abri. Les migrants vivent dans cet espace boisé dans des conditions extrêmement difficiles. (...) Il était important de sortir l'ensemble des migrants avant (...) la période hivernale », a poursuivi M. Le Franc.

Selon lui, les migrants seront acheminés dans des centres d'accueil de différentes régions. Il s'agit majoritairement d'hommes: seuls une quarantaine de femmes et enfants ont été regroupés. Principales nationalités: Somaliens, Soudanais, Iraniens, Irakiens et Érythréens.

« Notre objectif est aussi de lutter activement contre les passeurs » et « l'exploitation de la misère humaine », a aussi insisté le préfet. Et de citer les tarifs exigés: 7.000 euros pour une traversée en bateau « dans de bonnes conditions de mer », 3.000 euros dans de « mauvaises ».

Les associations ont accueilli cette opération avec le plus grand scepticisme. « Ils évacuent et bouclent cette zone, les gens reviendront dans quelques jours et s'installeront un peu plus loin. On dépense des fortunes, à faire déplacer des dizaines de bus, la police, et ça ne sert strictement à rien. C'est une opération de communication, rien de plus... », a déploré Maya Konforti, de l'Auberge des migrants.

« Imaginez, être réveillé à 03H00 du matin, la police partout autour de vous, on vous force à monter dans des bus pour aller dans un lieu où vous ne voulez pas aller. A la moindre occasion, ils descendront du bus, et reviendront, souvent à pied. De toute façon, ils savent que pour la plupart, ils ne peuvent pas avoir l'asile en France, leur situation ne le permet pas. L'Angleterre, c'est juste leur dernière chance », a-t-elle encore relevé.

Les services de l'Etat estiment à un millier le nombre de migrants vivant à Calais dans l'espoir de rejoindre l'Angleterre, les associations à 1.500. Et selon la Défenseure des droits, Claire Hédon, qui avait dénoncé jeudi les conditions de vie « dégradantes et inhumaines » des migrants à Calais, ils seraient de 1.200 à 1.500.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.